

Dakar accueillera la XIVe Rencontre du CSFEF les 21-22 et 23 octobre 2014.

On le sait, tous les deux ans, en amont du Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays de la Francophonie, le CSFEF tient une importante « Rencontre » de ses membres pour préparer notamment le message à adresser à ces dirigeant(e)s, réuni(e)s en Sommet. En 2012, la Rencontre s'était tenue à Kinshasa, en République Démocratiques du Congo. C'est d'ailleurs une tradition pour le CSFEF de tenir sa Rencontre dans le même pays que le Sommet.

Cette XIVe Rencontre se tiendra donc à Dakar, au Sénégal, les 21, 22 et 23 octobre 2014. Comme le Sommet a pour thème : « Femmes et jeunes en Francophonie : Vecteurs de paix, acteurs de développement », il s'agira donc pour cette XIVième Rencontre du CSFEF de proposer aux chefs d'État et de gouvernement ses recommandations pour que les jeunes et les femmes influent sur leur société pour favoriser la paix et jouent tout leur rôle dans une nouvelle dynamique de développement.

Des représentantes et représentants des organisations d'enseignantes et d'enseignants des pays de la Francophonie provenant de 37 pays seront invités à participer à cette Rencontre. Comme seule une prise en charge par le budget de la Rencontre peut permettre la participation d'un nombre important de syndicats, notamment d'Afrique, le CSFEF fera les démarches pour obtenir des subventions à cet effet et pour que chaque pays puisse être représenté par au moins une personne représentant l'ensemble des syndicats de ce pays.

Les objectifs spécifiques de cette XIVième Rencontre du CSFEF permettront aux participantes et participants de :

- Partager une analyse des principaux enjeux auxquels sont confrontés les systèmes éducatifs des pays de l'espace francophone au regard de la contribution des jeunes et des femmes pour la paix et afin qu'ils soient des moteurs du développement.
- Échanger afin d'identifier les moyens appropriés pour permettre aux systèmes éducatifs de relever ces défis.
- Identifier et porter à l'attention des chefs d'état et de gouvernement les principales mesures pour que l'éducation et la formation jouent pleinement leur rôle pour la paix et comme pilier du développement.
- Renforcer les capacités des syndicats d'enseignantes et d'enseignants.
- Échanger sur les perspectives et les priorités d'action du CSFEF pour les deux prochaines années.
- Renouveler le Bureau du CSFEF.

Le Bureau du CSFEF a revu la formule de l'Enquête-Panorama qui précède la tenue de sa Rencontre. Cette enquête sera plus ciblée qu'antérieurement et cherchera des réponses plus précises et documentées. Pour avoir la possibilité de participer à la Rencontre, un syndicat devra, comme ce fut le cas en 2012, avoir répondu à ce questionnaire,

Le Bureau a aussi revu la formule même de la Rencontre qui constitue un moment privilégié pour le CSFEF alors que l'ensemble des organisations du réseau sont présentes. La Rencontre, en plus de traiter de la thématique du Sommet et des questions organisationnelles (rapport d'activités, perspectives pour les prochaines années, constitution du Bureau) permettra aussi de traiter de sujets répondant aux besoins des organisations par le biais de conférences, ateliers, activités de formation. C'est d'ailleurs cette préoccupation qui a incité le Bureau à ajouter une troisième journée à la Rencontre.

En décembre dernier, le président et le secrétaire général du CSFEF se sont rendu à Dakar pour y travailler à la préparation de la Rencontre avec le comité organisateur sénégalais. Celui-ci est constitué des 5 organisations membres de l'IE : l'UDEN, le SNEEL, le SUDES, le SAES et le SYPROS. Awa WADE, de l'UDEN assure la coordination du comité. Le comité avait organisé plusieurs rendez-vous avec les ministères responsables de l'éducation, des affaires étrangères, la délégation responsable de l'organisation du Sommet, la direction de la CONFEMEN et le rectorat de l'Université Cheikh Anta Diop.

Ces rencontres nous ont permis de placer la Rencontre et de développer d'intéressantes perspectives de collaboration et de contribution de la part des autorités sénégalaises. Ainsi la Rencontre se tiendra à l'Université Cheikh Anta Diop, laquelle mettra à notre disposition différentes facilités; les différents ministères sont aussi prêts à nous appuyer et à apporter leur contribution.

Un document d'enquête-consultation (incluant Panorama, thématique du Sommet et les sujets de renforcement des capacités privilégiés par les syndicats) sera acheminé aux syndicats à la mi-avril, ces derniers auront jusqu'à la mi-mai pour répondre.. Lorsque plusieurs organisations sont présentes dans un même pays, il leur sera demandé de produire une réponse collective au document d'enquête-consultation. Pour bénéficier d'une prise en charge pour la Rencontre, les organisations du pays devront avoir répondu à cette enquête-consultation. Le Bureau sera saisi des résultats de cette enquête lors de sa réunion de mai à Montréal; elle leur servira pour compléter la préparation des activités de la Rencontre et pour lancer les invitations.

Les préparatifs de cette XIVe Rencontre du CSFEF sont bien engagés.

Le Bureau du CSFEF : réunion de Ouagadougou

Le Bureau du Comité Syndical Francophone de l'Éducation et de la Formation (CSFEF) s'est réuni les 9 et 10 janvier 2014, à Ouagadougou, au Burkina Faso, dans les locaux de son centre de formation. Toutes les organisations syndicales élues dans ce Bureau étaient présentes: CSQ/Canada, AEFO/Canada, UNSA Éducation/France, FSU/France, SER/Suisse, SPIRU HARET/Roumanie, SNE FDT/Maroc, SNEN/Niger, FENECO/ République démocratique du Congo.



En début de réunion, un tour de table a permis de prendre la mesure des défis auxquels les organisations syndicales sont confrontées, au Nord comme au Sud pour qu'une éducation de qualité soit effective. Comme on le soulignait déjà lors du colloque tenu par le CSFEF en Moldavie en mars 2013, les conséquences de la crise économique mondiale sur l'éducation se font durement sentir partout et n'a fait qu'aggraver la situation dans les pays en développement. Les conditions de travail sont dégradées et l'éducation, privée de budgets suffisants, est sacrifiée. (voir les Actes du colloque «L'éducation confrontée à la crise économique mondiale » sur le site du CSFEF :

Le centre de formation du CSFEF

Le centre est situé dans un quartier populaire de Ouagadougou à Tanghin, secteur 23 de l'arrondissement de Nongr-Maasom. Il a fait l'objet d'un accord avec le SNEA-B pour son implantation sur un terrain où se trouve également le siège du syndicat et son centre d'accueil. Ce centre d'accueil comporte 12 chambres individuelles « confort militant » qui sont climatisées.

Le centre de formation du CSFEF comporte lui deux salles : une modulable en espace de travail/salle de conférence qui a une capacité de 100 places en mode conférence et une autre salle équipée de 7 postes de travail sur ordinateur.

Ces postes de travail bénéficient d'une connection internet par câble. Le centre est également équipé en wifi.

Pour les réunions, la restauration peut être assurée à la demande.
Téléphone : +22650308500 E-mail : csfef-centre@csfef.org

Le CSFEF dispose d'un centre de formation depuis le 29 janvier 2009 date à laquelle cette structure a été inaugurée par le Ministre de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation du Burkina Faso en présence de l'ensemble des membres du bureau de notre réseau. Ce centre est équipé du système de connection ADSL haut débit et de wifi. Une salle de recherche équipée d'ordinateurs et une salle de conférence ultra moderne capacité 100 places pour vos réunions colloques et séminaires.

Ce centre est le votre; c'est pourquoi vous devez l'alimenter par vos publications, (études, journaux, etc.) N'hésitez pas à nous contacter

Centre de Formation et de Ressources du CSFEF - 01 BP 2840 - Ouagadougou 01 - Burkina Faso
Téléphone : 00226 50 30 85 00 - csfef-centre@csfef.org

<http://www.csfef.org> . On retrouvera aussi dans le présent numéro un article sur la situation en Afrique

Après avoir fait le point sur l'état de réalisation du plan d'action et sur la situation financière du CSFEF, le Bureau a traité de la thématique du XVIème Sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays de la Francophonie qui se tiendra les 28 et 29 novembre 2014 à Dakar (Sénégal) sur le thème : « Femmes et jeunes en Francophonie : Vecteurs de paix, acteurs de développement ». Le Bureau a aussi traité de la tenue de la 14e Rencontre du CSFEF qui se tiendra aussi à Dakar dans les semaines précédant le Sommet et s'est donné un plan et un calendrier de travail pour préparer cette importante réunion dont la formule a été revue. Le Bureau aussi revu la formule du prochain Panorama des droits économiques, sociaux et culturels qui sera réalisé pour la Rencontre et qui s'appuie sur les résultats d'une enquête à laquelle les syndicats seront invités à répondre dès ce printemps.

On retrouvera dans les pages de ce numéro de Francophonie syndicale des articles traitant plus amplement de certaines activités réalisées par le CSFEF (Portail en éducation au développement durable, Sites syndicaux) ainsi que du Sommet de la Francophonie et de la prochaine grande Rencontre du CSFEF qui réunira les syndicats de l'éducation de l'espace francophone.

Le Bureau a décidé que sa prochaine réunion, aurait lieu à Montréal, au Québec, les 30 et 31 mai 2014. On y recevra les résultats de l'enquête et on complètera la préparation de la Rencontre de Dakar. Cette réunion du Bureau se tiendra à la suite de la Conférence mondiale sur l'Éducation qu'organise l'Internationale de l'Éducation à Montréal et qui aura pour thème « Uni(e)s pour l'éducation-Une éducation de qualité pour un monde meilleur ». Les membres du Bureau qui le souhaitent pourront ainsi participer aux activités de cette conférence.

Les sites syndicaux

Actuellement une dizaine d'organisations syndicales fonctionnent leur site à travers le projet du CSFEF. Après bien des tractations, la dernière tranche des fonds prévus pour ce projet a été versée au CSFEF.

Dans les semaines qui viennent, le reliquat des sommes attribuées à chaque syndicat pour l'entretien du site sera versé aux syndicats concernés.

Les syndicats de l'éducation se mobilisent pour le Sommet de Dakar

Le Sommet des chefs d'Etats et de gouvernement se tiendra à Dakar fin novembre. Le CSFEF tiendra sa 14ième Rencontre à Dakar aussi les 21, 22 et 23 octobre 2014.

Dans la période qui vient, les syndicats vont travailler à la préparation de la Rencontre sur le thème « L'Education et la Formation, des apports essentiels pour la paix et le développement dans l'espace francophone : Perspective et Propositions du mouvement syndical enseignant ».

Le Sommet de la Francophonie doit être l'occasion pour nous de reposer fortement la nécessité de réaliser l'objectif d'une éducation publique de qualité pour tous. Il faut ajouter gratuite car le constat que l'on peut faire aujourd'hui, c'est que les Etats et les institutions internationales s'orientent plus vers le privé que le public pour afficher une progression des taux de scolarisation.

Il nous faudra également tenir compte du principal obstacle que constitue la pauvreté qui persiste dans de nombreux pays et qui augmente dans d'autres.

En terme de paix et de développement, rien de solide ne pourra être fait sans une farouche volonté d'éliminer la pauvreté, d'alphabétiser les populations et de scolariser les enfants dès le plus jeune âge.

Il appartient au CSFEF de remettre à l'ordre du jour tous ces problèmes dans sa 14ième Rencontre en vue du Sommet.

COMITÉ SYNDICAL FRANCOPHONE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

Président	Secrétaire Général	Vice-présidence-Sud	Vice-présidence-Nord	Trésorier
Roger FERRARI	Gabriel MARCHAND	Mariama CHIPKAOU	Jacques DROUET	Carol JOLIN
SNES-FSU	CSQ	SNEN	UNSA-Éducation	AEFO
(FRANCE)	QUÉBEC (CANADA)	(NIGER)	(FRANCE)	(CANADA)

9405, rue SHERBROOKE Est, MONTRÉAL (QUÉBEC) CANADA H1L 6P3

Téléphone : (514) 356-8888 • Télécopieur : 514 / 356-9393 • Courriel : sg@csfef.org

Représentation en France : 46, Avenue d'Ivry • 75647 PARIS CEDEX 13

Téléphone : + 33 1 40 63 28 32 • Télécopieur : + 33 1 40 63 29 68 • Courriel : president@csfef.org

Le CSFEF sur internet : <http://www.csfef.org>

SOMMAIRE

[Page 1 • Édito](#)

-Les syndicats de l'éducation se mobilisent pour le sommet de Dakar

[Page 2 • 3](#)

-La situation de l'éducation en Afrique francophone

[Page 4 •](#)

-Le centre virtuel en Éducation au développement durable du CSFEF

[Page 5 •](#)

-Termes de Référence de la prochaine rencontre - Calendrier

[Page 6 •](#)

-La réunion du Bureau de janvier 2014

-Le centre de formation de Ouagadougou

-Les sites syndicaux

mars 2014

Les défis d'une éducation de qualité dans certaines régions d'Afrique

Pour la réunion du Bureau tenue à Ouagadougou, le délégué général pour l'Afrique du Nord (Driss SALEK), le délégué général pour l'Afrique centrale (Augustin NZUJI) et la vice-présidente (Sud) du CSFEF avaient préparé une synthèse de la situation de l'éducation pour leur région respective. Nous vous en livrons ici l'essentiel.



LE MOYEN-ORIENT ET L'AFRIQUE DU NORD (par Driss SALEK)

La situation politique

Les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, durement touchés par les effets de la crise économique mondiale, ont également été secoués tout au long de 2011 par l'agitation sociale. Les événements qui ont suivi l'immolation de Mohamed Bouazizi ne sont pas, aujourd'hui encore, totalement effacés. Suite à ces événements, certains gouvernements de pays du sud de la Méditerranée ont été amenés à reculer, certains autres ont dû être remplacés. Ces mouvements, qui sont passés à l'histoire sous le nom de « printemps arabe », changent toute la configuration politique de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Face à cette situation, les bourgeoisies régionales, ou mondiales, essaient de rétablir l'équilibre politique.

L'Éducation est le principal enjeu du développement.

L'éducation est à la croisée des chemins pour l'avenir du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord . Elle joue un rôle déterminant en favorisant la réduction de la pauvreté et la croissance économique, tant au niveau national que dans les ménages. Pour un grand nombre de parties prenantes de la région, l'éducation est le principal enjeu du développement, et l'éducation est inscrite dans les priorités du programme de réformes dans bon nombre d'États de la région.

Les pays de la région ont réussi à scolariser la plupart des enfants, garçons et filles, qui pouvaient l'être, et sont maintenant prêts à entamer un nouveau parcours. Même si la configuration exacte de ce nouveau parcours ne sera pas la même partout, tous les pays, quel que soit le niveau dont ils partent, vont devoir passer d'une « ingénierie des intrants » à une « ingénierie des résultats », en mettant en place par ailleurs des dispositifs d'incitation et des mécanismes de responsabilité publique, et en prenant des mesures pour mieux répondre à la demande des marchés de l'emploi.

Des réformes des marchés de l'emploi devront être mises en œuvre en étroite corrélation avec celles du système éducatif. Dans le cas de la région, les marchés de l'emploi s'étendent bien au-delà des frontières d'un pays ou même de la région, en raison des importantes tendances et opportunités migratoires.

Quels sont les principaux enjeux éducatifs dans la région ?

En dépit des succès obtenus ces dix dernières années — et des immenses ressources investies dans l'éducation — les réformes n'ont pas donné tous les résultats promis. En particulier, la relation entre éducation et croissance économique est restée faible, il existe encore un important décalage entre l'éducation et l'emploi, et la qualité de l'enseignement continue d'être décevante.

D'autre part, ce groupe de pays n'a pas encore rattrapé certaines autres régions (comme l'Asie de l'Est et l'Amérique latine, les pays de l'OCDE) en ce qui concerne les taux d'alphabétisme des adultes et le nombre moyen d'années de scolarisation de la population âgée de 15 ans et plus. Malgré les progrès considérables réalisés dans le niveau d'instruction de la population, l'écart éducatif avec ces autres régions n'a pas encore été comblé en termes absolus.

Par ailleurs, de nouvelles difficultés se profilent à l'horizon. La première et la plus importante tient au fait que la région possède aujourd'hui l'une des plus grandes cohortes de jeunes du monde en pourcentage de la population totale. Au fur et à mesure que cette cohorte va avancer dans le système éducatif, elle va générer des demandes sans précédent de nouvelles opportunités d'apprentissage, et des attentes encore plus fortes pour de meilleurs résultats. Deuxièmement, la mondialisation crée aujourd'hui une demande de qualifications et de compétences différentes, et les systèmes éducatifs vont donc devoir s'adapter en termes de contenu et de nature de l'enseignement. Enfin, les pays de la région consacrent déjà à l'éducation une part relativement importante de leurs ressources, c'est pourquoi la satisfaction des nouvelles demandes pour des services de meilleure qualité devra passer par des gains d'efficacité et par la diversification des financements.

L'AFRIQUE CENTRALE (source Augustin NZUJI)

Introduction.

La région de l'Afrique centrale couvre justement comprend la RDC, le RWANDA, le BURUNDI, le CONGO, le GABON, la RCA, le CAMEROUN et le TCHAD.

La communication dans la région est difficile mais une récente réunion tenue en RDC à laquelle seule la RCA n'était pas représentée a permis de recueillir certains éléments pour du présent rapport.

Situation socio-économique

Plusieurs pays sont soit en guerre, soit considérés comme des pays post-conflit ; ce statut fait que les gouvernements évoquent toujours la situation de crise pour ne pas donner à l'école les moyens dont elle a besoin.

Dans nombre de pays, les populations sont très pauvres. La RDC est au bas de l'échelle; 70% de ses 70 millions d'habitants sont pauvres. Tous les efforts conjugués pour soulager la misère des populations sont jugés sans impact. Les attentes de la population, malgré toutes les grandes réunions et sommets tenus en RDC, n'a rien gagné. La présidence de la République a convoqué des concertations nationales qui ont abouti à plus de 600 résolutions, dont la formation d'un gouvernement de large union nationale en cours depuis octobre 2013. Dans l'intervalle, la paix, que l'on pensait retrouvée, est remise en cause.

Une école en difficulté

La formation des enseignantes et enseignants, leur statut, leurs conditions de travail et de vie et le sous-financement du secteur de l'éducation y sont des sujets très préoccupants. On constate malheureusement que la corruption a atteint les établissements scolaires, dans presque tous les pays.

Si au RWANDA les établissements scolaires sont de mieux en mieux équipés, ailleurs c'est le délabrement et l'insuffisance des infrastructures scolaires, l'utilisation des maîtres communautaires, des professeurs vacataires (bénévoles) au TCHAD, des enseignants non qualifiés et sans salaires décentes surtout en RDC . C'est la qualité de l'éducation qui en souffre.

Au Gabon, la CONASYSED (Convention Nationale des Syndicats du Secteur de l'Éducation) a écrit à la communauté nationale et internationale décembre 2013 pour dénoncer ce qu'elle appelle le « Génocide intellectuel dans le secteur de l'éducation de 2009 – 2013 ». Dans ce document, elle dénonce la violence inouïe perpétrée par les forces de l'ordre à l'endroit des élèves âgés de 10 à 20 ans depuis le 18 novembre 2013. Ces élèves réclament de meilleures conditions d'instruction (contre les classes pléthoriques, les réformes et pour le départ du ministre de l'éducation nationale,...). La CONASYSED recommande la libération des élèves incarcérés, l'annulation des réformes, le véritable dialogue social, l'intégration des enseignants sans salaires depuis de longues années... Le gouvernement gabonais, pour sa part, verse des subventions importantes au secteur privé dont les établissements scolaires qualifiés pour y accéder appartiennent aux responsables politiques du pays.

Au Cameroun, ce sont les parents qui construisent les écoles et on parle alors de la création anarchique des établissements scolaires.

Les objectifs de l'EPT sont loin d'être atteints pour l'année prochaine car l'accès à l'éducation, facilité mais toujours insuffisant pour l'instant, a été réalisé au détriment de la qualité. En RDC la façon d'assurer la gratuité a tué l'école car les conditions de vie et de travail des enseignants se sont empirées.

En RDC, on attend le rapport du 6ème forum de dialogue politique de l'Équipe Spéciale Internationale sur les Enseignants pour l'EPT tenu en novembre 2013 sur le thème « La gestion de la formation des enseignants : Politiques et pratiques en cours. Qu'est-ce qui marche, pourquoi et pour qui ? Le Gouvernement congolais a beaucoup à refaire dans ce domaine de la gestion de la formation initiale et continue des enseignants.

En effet, les objectifs de l'EPT sont encore loin d'être atteints!

L'AFRIQUE DE L'OUEST (source Mariama CHIPKAOU)

Dans la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest (Niger, Bénin, Togo, Burkina Faso par exemple, la fragmentation continue des syndicats ne facilite pas la résolution des problèmes de l'école. L'émiettement ajoute aux difficultés de ces derniers à faire aboutir leurs revendications.

Les principales revendications ont trait à l'amélioration des salaires, des conditions de travail et de la qualification des enseignants. Ces revendications ont donc notamment pour objets la révision du statut particulier et du régime indemnitaire du personnel de l'éducation, la révision de la grille salariale ou de la grille indemnitaire selon les pays, le recrutement régulier d'enseignants qualifiés à la fonction publique en lieu et place de la contractualisation, l'adaptation des contenus éducatifs à l'environnement socio-économique.

Dans la plupart des pays de la sous région ouest africaine, on assiste à une déprofessionnalisation de l'enseignement avec le recrutement des enseignants dont beaucoup n'ont pas la qualification requise pour enseigner. Cette politique de contractualisation porte un dur coup à la qualité de l'éducation déjà peu enviable. (Au Niger par exemple les enseignants contractuels représentent plus de 70% du personnel enseignant).

Il faut aussi dire que la qualité de l'éducation laisse beaucoup à désirer dans nos pays. Ce qui a conduit nos pays à s'engager dans des réformes des systèmes éducatifs tel que l'introduction des langues nationales dans l'enseignement au Niger et au Mali par exemple.

Comme conséquence de l'émiettement, les syndicats ont du mal à imposer au gouvernement le respect des engagements qu'il a pris. Cette nouvelle situation impose aux syndicats de tendre vers des actions unitaires ou ce qu'il convient d'appeler l'unité syndicale. C'est dans cette perspective que ces syndicats, avec l'appui de leurs partenaires syndicaux du Nord, s'emploient à renforcer leurs capacités. Pour contrer les effets néfastes de l'émiettement syndical, la tenue d'élections professionnelles constitue une avenue pour déterminer la représentativité des organisations syndicales. C'est ainsi que le SNEN mise beaucoup sur la tenue d'élections professionnelles au cours de l'année 2014.

Devant la dégradation continue de la qualité de l'éducation et l'affaiblissement de la force des syndicats particulièrement en Afrique de l'ouest, le CSFEF doit explorer avec ceux-ci des stratégies afin de leur permettre de jouer pleinement leur rôle de défense et de promotion de toute la profession.

Le centre virtuel en Éducation au développement durable du CSFEF

Avec la contribution de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), le CSFEF a développé le site internet intitulé **Centre francophone virtuel en éducation au développement durable** (<http://edd.csfef.org>)

Le Centre de formation et de ressources du CSFEF à Ouagadougou est responsable du développement de ce portail et de l'animation du réseau de répondants en EDD; ce réseau est constitué des syndicats de l'enseignement des pays francophones d'Afrique qui y ont reçu une formation au printemps 2012. De retour dans leur pays, avec l'aide financière mise à leur disposition par ce projet du CSFEF, les participantes et participants ont pu restituer dans leur syndicat la formation reçue à Ouagadougou. Les syndicats ont ainsi été invités à désigner un responsable du dossier EDD au sein de leur bureau exécutif , à mettre en place un comité EDD et à constituer un réseau d'enseignantes et d'enseignants actifs en éducation au développement durable et à contribuer à l'alimentation du portail EDD.

Ce site vise en effet à rejoindre prioritairement les pédagogues actifs en EDD au niveau local. Il vise de plus à valoriser et à diffuser les réalisations pédagogiques locales ainsi qu'à offrir des ressources pédagogiques pertinentes et un cadre d'apprentissage coopératif entre les syndicats, les pédagogues et les organismes.

Le site est facile à consulter et offre plusieurs rubriques donnant accès à:

- des fiches sur les pays francophones participants,
- des ressources pédagogiques divisées par thèmes (paix, pauvreté, eau)
- une liste des formations disponibles en EDD en Francophonie
- la présentation de projets de coopération en Francophonie
- un portrait de l'EDD en Francophonie
- des outils et ressources pour l'enseignement de l'EDD
- la mise en ligne des Trousses Afrique
- les liens utiles vers d'autres sites.....

Ce portail en EDD avait fait l'objet d'un lancement officiel lors du Forum mondial de la langue française tenu à Québec en 2012. Il a aussi été présenté lors du 5e forum Planét'Ère en juin 2013 à Marrakech, au Maroc. Afin d'appuyer le travail des syndicats dans leur milieu et de mieux faire connaître le portail et les ressources pédagogiques qui y sont accessibles pour les enseignantes et enseignants, un dépliant d'information a été produit et chacun des syndicats participants en a reçu un millier d'exemplaires pour diffusion en ses rangs.

Le projet bénéficiant de l'aide financière de l'OIF s'est terminé le 31 décembre 2013. Toutefois le portail EDD du CSFEF poursuit sa lancée. On y retrouve déjà plus de 500 articles et il a été consulté à 47 000 reprises depuis sa mise en opération. On y accueille toutes les contributions susceptibles d'enrichir nos pratiques pédagogiques: exemple de projet pédagogique ou communautaire, fiche pédagogique, outil d'information, etc. L'équipe du Centre de Ouagadougou est toujours à l'œuvre et invite donc les enseignantes et enseignants à le consulter et aussi à l'alimenter de leurs réalisations pédagogiques locales. Les intéressés peuvent adresser leur contribution à l'adresse suivante : csfef-centre@csfef.org.

